

Charte développement durable des établissements publics et entreprises publiques

Les principes

Gouvernance et mise en œuvre

L'engagement, qui va au-delà des exigences légales, est porté par la direction, développé et partagé avec l'ensemble des acteurs en interne. Il est décliné par des approches de qualité et d'amélioration continues dans les systèmes de management et d'évaluation des performances. Il est régulièrement évoqué au conseil d'administration.

L'organisme engage la concertation avec ses parties prenantes et intéressées afin de mieux connaître leurs attentes et propositions et de favoriser leur contribution au développement durable.

La motivation interne repose sur l'implication de chacun dans l'élaboration de la stratégie et des plans d'actions, sur la cohérence entre le management et les objectifs de l'organisme en matière de développement durable, se concrétisant notamment dans les formations et les procédures de gestion des projets, et impliquant la mise en place de processus de dialogue et de mobilisation.

La gestion du personnel respecte les enjeux de la diversité, vise le développement des compétences, favorise l'autonomie, fait la promotion de l'innovation sociale et organisationnelle.

La gestion responsable ou «*écocoresponsabilité*» de ses activités est déclinée par l'organisme dans ses procédures en s'appuyant sur des référentiels reconnus.

L'organisme développe des relations constructives avec les collectivités locales sur le territoire desquelles il est implanté et exerce ses activités. Il les informe et les accompagne dans leurs pratiques, notamment la mise en place de leurs démarches territoriales et participe à des opérations volontaires communes.

Les organismes qui ont un rôle particulier dans la production d'information et de savoirs les mettent au service des citoyens et des décideurs de manière à permettre une prise de décision responsable fondée sur une connaissance complète et pertinente.

L'organisme participe aux processus d'échanges de bonnes pratiques, notamment aux Rencontres de partage avec les pairs, élaborées et réalisées dans le cadre du Club développement durable des établissements publics et entreprises publiques.



Les engagements

L'organisme signataire s'engage à :

- 1) **mener une réflexion stratégique** de développement durable permettant d'identifier ses propres enjeux, de les partager et de définir ses objectifs dans le champ de ses compétences spécifiques ;
- 2) **traduire cette réflexion dans sa politique, ses projets, son management** et sa façon de rendre compte, en impliquant le personnel et les différentes parties prenantes et intéressées ;

- 3) **élaborer un document stratégique** de développement durable, reprenant ces engagements et diffusé largement à l'interne comme à l'externe et à **rendre compte** des conséquences sociales et environnementales de ses activités dans son rapport annuel conformément à l'esprit de la loi relative aux nouvelles régulations économiques ;
- 4) **élaborer et piloter**, dans le cadre de son document stratégique, **un plan d'actions** permettant d'intégrer les principes de gouvernance et de mise en œuvre préalablement définis.



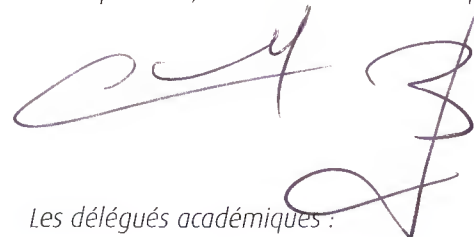
Fait à Paris, en 4 exemplaires originaux, le 2 / 07 / 2014

Pour le Commissariat général au développement durable



Jean-Paul ALBERTINI,
délégué interministériel et commissaire général
au développement durable

Pour le réseau de la formation des adultes de l'Éducation nationale
réseau des GRETA d'Île-de-France, dispositif de validation des acquis
de l'expérience, centres de bilan de compétences



Les délégués académiques :
Jacques CHERITEL, académie de Créteil
Pierre BODENANT, académie de Paris
Gérard PUIGDEMONT, académie de Versailles